



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

NÉPAL



Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL



Get
every one
in the picture

Informations sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil, avec la participation de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Le présent article a été rédigé par Zoran Đoković, consultant pour le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2020

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil, ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.

Table des matières

Informations sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	8
Statistiques de l'état civil	8
Causes de décès	8
Numérisation	9
Informatisation	9
Registre de la population	10
Échange avec les autres secteurs et activités	11
Initiatives d'amélioration et soutien externe	11
Plan d'amélioration et budget	11
Soutien des partenaires du développement	13
Conclusion	14
Ressources	15
Sites Web	15
Documents supplémentaires	15
Notes	16

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil au Népal.

L'information est basée sur une revue de documents accessibles sur Internet.

Le présent rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

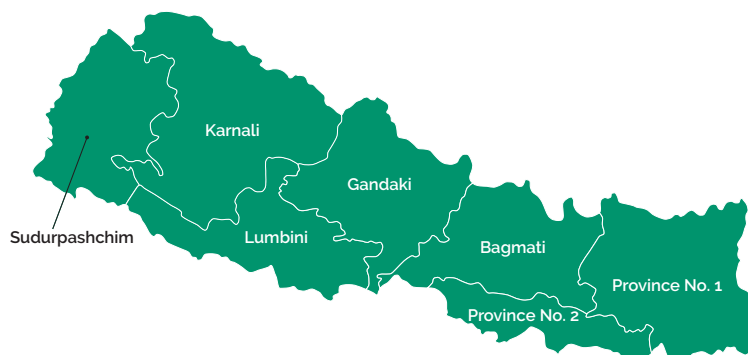
- de l'information générale au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration des processus du système ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles pour renforcer les systèmes ESEC.

Bref profil du pays

La République démocratique fédérale du Népal est située en Asie du Sud. Il s'agit d'un pays sans accès à la mer qui partage une frontière avec la Chine, au nord, et l'Inde, au sud, à l'est et à l'ouest.

Le Népal est composé de sept provinces. Elles sont définies dans l'annexe 4 de la nouvelle constitution et regroupent 77 districts. Cependant, deux districts sont partagés entre deux provinces. On trouve au Népal 6 grandes villes, 11 villes secondaires, 276 municipalités et 460 municipalités rurales.

Népal



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

- Superficie : 147 516 km²
- Population : 28 608 710,¹ avec un taux de croissance annuel estimé à 1,7 pour cent.² En 2018, 20 pour cent de la population résidait dans les zones urbaines,³ et les 80 pour cent restants vivaient en zone rurale.
- Capitale : Katmandou
- Langue de travail officielle : Népal
- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de l'Intérieur, département de l'Identité nationale et de l'enregistrement des faits d'état civil
- Agents d'enregistrement des faits d'état civil : Comités municipaux ruraux et bureaux municipaux désignés comme agents d'enregistrement des faits d'état civil
- Office national des statistiques : Bureau central de statistique

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	Non disponibles
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	56 % (2016) ⁴
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	58 % (2017) ⁵
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	84 % (2015) ⁶
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	91 % (2018) ⁷
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	20 (2018) ⁸
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	1,9 (2018) ⁹
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	64 (2018) ¹⁰
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	35 % (2012) ¹¹

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	Non disponibles
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	6 (2018) ¹²
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	27 (2018) ¹³
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	32 (2018) ¹⁴
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	186 (2017) ¹⁵

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	78,6 % (2018) ¹⁶
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	7 % (2016) ¹⁷
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	39,5 % (2016) ¹⁸
Taux d'enregistrement des divorces	87 % (2016) ¹⁹

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponibles
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponibles

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

Au Népal, l'enregistrement des faits d'état civil concerne les naissances, les décès, les mariages et les divorces. En outre, les autorités responsables de l'enregistrement des faits d'état civil sont également responsables de l'enregistrement des migrations à l'intérieur du pays. La loi sur l'enregistrement des naissances, des décès et des autres événements personnels (*Birth, Death and Other Personal Events (Registration) Act*) a été promulguée en 1977, puis modifiée en 1980, 1991 et 2006. On y définit cinq faits d'état civil et y rend les dispositions relatives à l'enregistrement plus contraignantes d'un point de vue juridique. Les dispositions de la loi relatives à l'enregistrement dans les districts sont entrées en vigueur de manière graduelle sur près de 15 ans avant de couvrir tout le territoire national. L'enregistrement des mariages est réglementé en détail dans la Loi sur l'enregistrement des mariages (*Marriage Registration Act*) de 1971, qui a été modifiée en 2018. Les obligations et les responsabilités des parties prenantes à l'enregistrement sont précisées dans les directives données au bureau d'enregistrement local à partir de 2010 et dans la loi sur le fonctionnement des gouvernements locaux (*Local Government Operation Act, 2074*) [2017]²⁰.

Le département de l'Identité nationale et de l'enregistrement des faits d'état civil (DINEFEC), qui fait partie du ministère de l'Intérieur (MI), a préparé un projet de loi visant à modifier certaines mesures procédurales dans les règlements relatifs à l'enregistrement des faits d'état civil. Voici quelques-unes des principales mesures proposées en matière de procédure :

- Désignation d'agents d'enregistrement au sein d'autres organisations, comme les ambassades et les missions étrangères, et enregistrement des faits d'état civil dans les camps;
- Légalisation de la numérisation de l'enregistrement des faits d'état civil;
- Élargissement des responsabilités des agents d'enregistrement des faits d'état civil locaux en matière de conservation des documents d'état civil;
- Connexion officielle de l'enregistrement des faits d'état civil avec le système d'information de gestion.

Gestion, organisation et fonctionnement

On enregistre les naissances, les décès, les mariages, les divorces et les migrations internes au Népal depuis 1976. Depuis l'entrée en vigueur de l'enregistrement des faits d'état civil, les personnes enregistrent leurs événements personnels auprès des comités et des bureaux municipaux qui sont désignés comme bureaux d'enregistrement locaux. Le contrôle que le gouvernement exerce sur le processus d'enregistrement a depuis subi de nombreux changements. En octobre 2014, le département de l'enregistrement des faits d'état civil a été constitué, puis il a été officiellement inauguré en mars 2015 sous l'égide du ministère des Affaires fédérales et de l'Administration générale. On a chargé le département de gérer et de réglementer ce qui suit :

- Le système d'enregistrement des faits d'état civil (naissances, décès, mariages, divorces et migrations);
- Le fonctionnement des régimes de transferts sociaux (pension de vieillesse, femmes seules, aide aux handicapés et aux minorités ethniques, et prestations alimentaires pour les enfants de la zone de Karnali, les Dalits, etc.) assurés par des organisations locales.

Le ministère a mis en place un système d'information en ligne sur l'état civil et la protection sociale afin d'améliorer la prestation des services, la gestion des dossiers et l'établissement de rapports.

Les dernières réformes institutionnelles, en 2018, ont abouti au transfert du département de l'enregistrement des faits d'état civil du ministère des Affaires fédérales et de l'Administration générale, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, et à sa fusion avec les services de la carte d'identité nationale du Ministère, pour devenir le DINEFEC, qui est actuellement chargé à la fois de l'enregistrement des faits d'état civil et de la gestion de l'identité.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

En 2014, un comité directeur national de la coordination du système ESEC a été créé pour superviser les activités d'enregistrement et de statistiques de l'état civil dans le pays. Le comité est présidé par le ministère de l'Intérieur, et les différents ministères et organismes concernés, ainsi que des représentants administratifs des provinces et des municipalités, y participent.

Dans certains cas, des comités spéciaux ont été créés pour accomplir des tâches particulières, comme la réalisation d'enquêtes de référence sur l'ESEC. Le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement des systèmes de protection sociale et d'enregistrement des faits d'état civil de la Banque mondiale²¹ prévoit un mécanisme de coordination mondial pour guider et superviser la mise en œuvre du projet. Le projet vise à faciliter l'élaboration du registre national de la population, à renforcer le système d'enregistrement des faits d'état civil et à moderniser le système de paiement.

Le mécanisme de coordination du projet consiste en deux comités.

Le comité directeur du projet est présidé par le secrétaire du ministère de l'Intérieur. Il comprend les membres suivants :

- Secrétaires conjoints du ministère de l'Intérieur, du ministère des Affaires fédérales et de l'Administration générale, du ministère des Finances, du ministère de la Santé et de la population, du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, du ministère des Femmes, des Enfants et des Aînés et de la commission nationale de planification;
- Le directeur général de la Nepal Rastra Bank;
- Le directeur général du DINEFEC.

Le comité technique du projet est présidé par le directeur général du DINEFEC. Il est composé des membres suivants :

- Les sous-secrétaires de la section de la citoyenneté et de la gestion des cartes d'identité nationales du ministère de l'Intérieur, de la section de coordination de l'aide au développement du ministère des Affaires fédérales et de l'Administration générale, du ministère de la Santé et de la Population, du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, et du ministère des Femmes, des Enfants et des Personnes âgées;
- Le directeur de la Nepal Rastra Bank;
- Le directeur du bureau central de la statistique;
- Le directeur de la section de la gestion de l'enregistrement des faits d'état civil du DINEFEC.

Niveau administratif des centres d'enregistrement

On compte actuellement 6 239 bureaux d'enregistrement locaux. Parmi ceux-ci, 3 157 sont administrés par des comités de développement de village et 3 082 sont administrés par des « circonscriptions » (les plus petites unités administratives locales au sein des municipalités), dans 217 municipalités. Les bureaux d'enregistrement locaux sont autorisés à enregistrer et à délivrer les documents et à effectuer des tâches liées à l'enregistrement, comme la modification et la délivrance de copies de documents. Ils sont également autorisés à prendre des mesures punitives en cas de retards et de fraude liée à l'enregistrement.

Chaque district dispose d'un bureau administratif et d'un tribunal de district où sont administrés tous les divorces et les mariages civils.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

Aucune information disponible.

Enregistrement des faits d'état civil

L'**enregistrement de la naissance** est obligatoire et doit être effectué dans les 35 jours suivant l'accouchement. L'enregistrement de la naissance doit avoir lieu dans la circonscription du père. Si la naissance est enregistrée dans la circonscription de la mère, le père doit présenter une lettre de migration indiquant qu'il a déménagé dans la circonscription de la mère, qui devient donc la nouvelle circonscription du père. On enregistre une naissance en remplissant à la main un formulaire d'enregistrement de naissance au bureau local de la circonscription. Le formulaire est signé par les parents, et l'empreinte de leur pouce droit y est apposée. La personne qui enregistre la naissance doit présenter une copie du certificat de citoyenneté ou de la carte d'identité nationale du père et de la mère, et une copie de l'extrait de mariage du couple. En absence du père

et de la mère, la demande d'enregistrement de la naissance peut être demandée par le chef de famille et, en absence de ce dernier, par le doyen de la famille (une personne de la famille reconnue comme chef de famille ou représentant). Si aucun des parents et de leurs descendants n'est disponible, le représentant de la circonscription peut demander l'enregistrement à la recommandation du président ou du vice-président du comité de développement du village concerné ou du bureau administratif de la circonscription, si la circonscription ne fait pas partie de la municipalité.

Après avoir rempli le formulaire d'enregistrement de la naissance, le secrétaire de la circonscription inscrit les renseignements et appose les empreintes digitales des parents dans le registre des naissances. Le secrétaire de la circonscription délivre ensuite un acte de naissance, qui est remis au demandeur. Une copie de l'acte de naissance est conservée dans les archives de la circonscription avec l'original du formulaire d'enregistrement de la naissance. Le président ou le secrétaire de la circonscription signe et tamponne l'acte de naissance.

Le Népal a récemment mis en place un système électronique d'enregistrement et de délivrance des actes de naissance. Tant que le système électronique ne sera pas opérationnel dans tout le pays, il n'y aura pas de format national uniformisé pour les actes de naissance.

Le processus d'**enregistrement des décès** est amorcé lorsque le chef de famille ou, en son absence, tout membre adulte de la famille, informe le service du décès. Un formulaire d'avis de décès est rempli. Le secrétaire de la circonscription inscrit les renseignements dans le registre des décès et délivre un certificat de décès. Si aucun des parents et de leurs descendants n'est disponible, le représentant de la circonscription peut demander l'enregistrement à la recommandation du président ou du vice-président du comité de développement du village concerné ou du bureau administratif de

la circonscription, si la circonscription ne fait pas partie de la municipalité.

Au Népal, l'**enregistrement du mariage** est obligatoire. En vertu de la nouvelle constitution, l'âge minimum pour contracter un mariage sans la présence d'un parent ou d'un tuteur légal est de 20 ans pour les deux parties. Selon l'ancienne constitution, il fallait avoir 18 ans. Avec le consentement des parents ou la présence d'un tuteur légal, les hommes et les femmes peuvent consommer le mariage à 18 ans selon la nouvelle constitution, alors que selon l'ancienne constitution, ils devaient avoir 16 ans. Au Népal, la plupart des mariages sont enregistrés dans les circonscriptions. Lorsqu'un mariage est enregistré dans une circonscription, il doit s'agir de la circonscription du mari, et le mari et l'épouse doivent être présents. Les personnes qui se marient remplissent un formulaire d'enregistrement de mariage. Le mariage est ensuite enregistré à la main dans un registre des mariages par le secrétaire de la circonscription.

Un extrait de mariage unique est délivré au couple par le secrétaire de la circonscription, qui y appose également son cachet et sa signature. Une copie de l'extrait de mariage est conservée dans les archives du service, avec l'original du formulaire d'enregistrement. Pour terminer l'enregistrement, le mari et son épouse doivent présenter leur certificat de citoyenneté, ainsi que deux de leurs photos pour la documentation. Une copie du certificat de citoyenneté du mari et de son épouse, ainsi que le formulaire d'enregistrement du mariage et une copie de l'extrait de mariage sont conservés dans les archives de la circonscription. On s'assure que leur âge est bien celui qui est indiqué sur leur certificat de citoyenneté ou leur carte d'identité nationale.

L'extrait de mariage et le registre d'enregistrement de la circonscription contiennent des photos du mari et de l'épouse. Des photos sont également conservées dans le registre d'enregistrement, avec les empreintes digitales du mari et de l'épouse.

Tous les divorces doivent être prononcés par un tribunal de district avant d'être enregistrés à la circonscription, car un divorce doit être autorisé par un tribunal. Néanmoins, c'est le secrétaire de la circonscription qui enregistre le divorce et délivre le certificat de divorce.

Le tribunal de district compétent rend une décision judiciaire en s'appuyant sur le formulaire rempli par la personne qui demande le divorce. Avant de rendre sa décision, le tribunal de district doit jouer le rôle médiateur afin de tenter de réconcilier les époux et de les amener à retirer leur demande de divorce. Une copie de la décision du tribunal est présentée à la circonscription du demandeur, et le secrétaire de la circonscription enregistre le divorce dans le registre correspondant et délivre le certificat de divorce. Une copie de la décision du tribunal et une copie du certificat de divorce sont conservées dans les archives de la circonscription.

Arriéré de naissances non enregistrées

Aucune information disponible.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Vous trouverez des exemples de formulaires d'enregistrement des naissances et de certificats d'enregistrement des naissances dans cette publication :

- Danish National ID Centre, 2018. Népal : Enregistrement des naissances et documents d'état civil connexes. nidc.dk/-/media/BB7CDDEBBC6B46E9AC3372DBA0F3A598.pdf

Vous trouverez des exemples d'extraits de mariage et de registres des mariages dans cette publication :

- Danish National ID Centre, 2018. Népal : Enregistrement des mariages et des divorces, et délivrance des extraits et des certificats correspondants. nidc.dk/-/media/DD85D1A0A3214101ABFFB5AE1B975A0B.pdf

Frais d'enregistrement

En vertu de la loi sur l'enregistrement des naissances, des décès et des autres événements personnels de 1976, des frais de 8 roupies népalaises sont facturés pour l'enregistrement des naissances dans les 35 jours suivant l'accouchement et des frais de 50 roupies népalaises (0,40 \$ US) sont facturés pour l'enregistrement après 35 jours. Les mêmes frais sont perçus pour la délivrance d'une copie certifiée conforme d'un acte de naissance perdu. En pratique, ces frais ne sont pas perçus pour l'enregistrement des naissances dans les 35 jours suivant l'accouchement.

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

Les statistiques de l'état civil sont traitées par la division des statistiques sociales du bureau central des statistiques du Népal. Cette division traite également les statistiques sur des indicateurs comme la taille de la population, la santé, l'éducation, la main-d'œuvre, les réfugiés, la criminalité et les catastrophes naturelles.

À la fin 2018, le Népal ne produisait pas de rapports sur les faits d'état civil à partir des données désagrégées. Le bureau central des statistiques utilise les données du recensement de la population et d'autres enquêtes, comme l'enquête démographique et sanitaire, pour produire régulièrement des statistiques sur les faits d'état civil.

Causes de décès

Les statistiques sur les causes de décès ne sont pas traitées sur une base régulière par le bureau des statistiques du Népal. Les données sur l'enregistrement des faits d'état civil ne sont pas non plus utilisées comme source pour produire des statistiques sur les causes de décès

au Népal. Comme dans le cas des informations sur les statistiques de l'état civil, les données sur les causes de décès sont collectées au moyen d'enquêtes périodiques. Les données les plus récentes sur les causes de décès au Népal proviennent d'une étude sur la charge de morbidité mondiale (« Global Burden of Disease ») coordonnée par l'Institute for Health Metrics and Evaluation au University of Washington, qui produit des estimations annuelles complètes et comparatives de la charge de morbidité par pays, âge et sexe pour plus de 350 causes de maladie et de blessure, et 84 facteurs de risque. Un rapport²² a été rédigé en 2017 avec la participation du conseil de la recherche en santé, du ministère de la Santé et de la Population et de l'institut de météorologie et d'évaluation de la santé du Népal, et du projet de suivi, d'évaluation et de recherche opérationnelle du ministère du Department for International Development du Royaume-Uni (aujourd'hui connu sous le nom de Foreign, Commonwealth & Development Office) intitulé programme 3 du secteur de la santé au Népal (Nepal Health Sector Programme 3).

Dans ce rapport, on estime à 182 751 le nombre total de décès au Népal en 2017. Les maladies non transmissibles sont les principales causes de décès – deux tiers (66 pour cent) des décès sont dus à des maladies non transmissibles – et 9 pour cent sont dus à des blessures. Les 25 pour cent restants sont attribuables à des maladies transmissibles, maternelles, néonatales et alimentaires. Le taux de décès associé aux cardiopathies ischémiques est de 100,5 par 100 000 habitants. Les cardiopathies ischémiques sont suivies par les bronchopneumopathies chroniques obstructives (60,2), les maladies diarrhéiques (36,1), les infections des voies respiratoires inférieures (31,1), les hémorragies cérébrales (23,4), les accidents vasculaires cérébraux ischémiques (19,5), l'asthme (15,6), la tuberculose pharmacosensible (14,0), la maladie d'Alzheimer (14,0) et l'encéphalopathie néonatale (12,7).

Numérisation

Informatisation

Le Népal est en train de mettre en place une base de données centralisée des faits de l'état civil enregistrés. La DINEFEC gère le système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale, où sont stockés sous forme numérique tous les renseignements relatifs aux faits d'état civil enregistrés. Comme l'interface utilisateur de ce système est conçue comme une application Web, les responsables de l'enregistrement sur le terrain peuvent y accéder au moyen d'un justificatif d'identité officiel depuis n'importe quel ordinateur connecté à Internet. L'enregistrement en ligne des faits de l'état civil est déjà pratiqué dans plus d'une douzaine de municipalités et sept districts (Katmandou, Lalitpur, Ilam, Jhapa, Palpa, Kailali et Tanahu). Jusqu'à présent, le système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale a généré un identificateur unique pour 1,8 million de personnes dont l'identité a été consignée à l'occasion de l'enregistrement d'un fait de l'état civil saisi dans la base de données centrale.²³

Les documents d'état civil enregistrés à la main ne sont conservés que dans les archives papier des circonscriptions. Les personnes qui déménagent à l'intérieur du pays doivent fournir à leur nouvelle circonscription un certificat de migration délivré par leur ancienne circonscription. Le certificat de migration ne contient pas de renseignements sur l'état civil, et la personne qui déménage est chargée d'informer sa nouvelle circonscription de son état civil.

L'utilisation de l'ordinateur est décrite dans le tableau 1.

Tableau 1 : Utilisation d'ordinateurs dans les systèmes ESEC.

Ordinateurs utilisés dans les	Oui	Non	Remarques
Districts	X		Nombre limité
Municipalités	X		Nombre limité
Établissements de santé		X	

Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

Les établissements de santé ne fournissent pas de services d'enregistrement. Si un enfant naît dans un hôpital, il faut présenter un rapport de naissance (avis) de l'hôpital pour que la naissance soit enregistrée.

Utilisation de la technologie mobile

Les technologies mobiles ne sont pas utilisées pour les processus d'enregistrement des faits d'état civil.

Numéro d'identification unique

Un numéro d'identification unique national est attribué à chaque nouveau-né à l'occasion de l'enregistrement de sa naissance, à condition que l'enregistrement soit effectué au moyen du système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale. Sinon, le numéro est attribué quand la personne demande une carte d'identité nationale. Il faut avoir au moins 16 ans pour faire une telle demande. Le numéro d'identification unique national comporte 13 chiffres. Les 12 premiers sont générés de manière aléatoire et le dernier (le 13^e chiffre) est un chiffre de contrôle généré par un algorithme mathématique appliqué aux 12 premiers chiffres.

Registre de la population

La décision de réunir l'enregistrement des faits de l'état civil et la gestion de l'identité sous l'autorité d'un même département au sein du ministère de l'Intérieur a permis d'intégrer la carte d'identité nationale et le système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale. L'intégration est en cours. On utilise le numéro d'identification unique comme renseignement personnel pour relier les dossiers dans les deux bases de données. Quand les données personnelles sont disponibles en format numérique, la DINEFEC peut récupérer les données personnelles nécessaires à la délivrance d'une carte d'identité nationale directement dans le système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale. De même, lorsqu'une personne présente une demande d'enregistrement de naissance ou d'un autre fait d'état civil, ses données personnelles peuvent être vérifiées en ligne dans la base de données d'identification nationale, à condition qu'elle ait déjà obtenu une carte d'identité nationale électronique.

Numérisation des données historiques d'état civil

Des renseignements précis sur le volume de documents d'enregistrement numérisés jusqu'à présent ne sont pas accessibles au public. Selon certaines estimations, environ 100 millions de documents d'enregistrement des faits d'état civil en format papier n'ont pas encore été numérisés.

Lien avec le système d'identification

Depuis 2018, le système d'identification du Népal a subi des transformations majeures, en commençant par la délivrance de la carte d'identité nationale électronique, qui contient les renseignements d'identité et les données biométriques personnelles. L'instauration de la carte d'identité nationale biométrique dotée d'une puce est le plus évident des changements apportés à la gestion des données d'identité

juridique. Tous les renseignements d'identité recueillis dans le cadre du processus d'inscription, y compris les données biométriques personnelles qui permettent la vérification biométrique de l'identité, sont stockés sous forme numérique. Le numéro d'identification national permet de relier les dossiers personnels dans la base de données d'identification nationale et la base de données du système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale.

Tant que la distribution de la carte d'identité nationale ne sera pas terminée, le principal document utilisé comme preuve d'identité sera le certificat de citoyenneté, un document juridique qui atteste de la citoyenneté. Ce document est non seulement l'outil de base pour garantir les principaux droits sociaux, économiques et politiques des citoyens, mais aussi pour garantir l'inclusion sociale et se donner une identité nationale commune. Sans certificat de citoyenneté, il est impossible d'enregistrer un mariage ou une naissance, de s'inscrire aux listes électorales, d'acheter ou de vendre des biens immobiliers, de passer des examens professionnels, d'ouvrir des comptes bancaires et d'obtenir du crédit.

Au Népal, le certificat de citoyenneté n'est délivré qu'aux personnes qui ont atteint l'âge de 16 ans. Au moins l'un des documents suivants doit être présenté avec la demande de certificat de citoyenneté :

- Certificat de citoyenneté népalaise du père, de la mère ou d'un proche parent de sa lignée;
- Acte de naissance;
- Certificat attestant de la lignée;
- Recommandation du comité de développement du village ou de la municipalité concernée;
- Certificat de propriété foncière au nom de l'intéressé ou au nom de son père ou de sa mère;
- Reçu d'impôt foncier.

Un certificat de citoyenneté est délivré par le ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire de ses bureaux d'administration de district établis dans les 75 districts. Il faut un acte de naissance pour obtenir une carte d'identité nationale.

Échange avec les autres secteurs et activités

L'ESEC et la gestion de l'identité sont en cours d'intégration à l'échelle nationale, ce qui comprend la base de données centrale des faits d'état civil et des cartes d'identité nationales, mais la DINEFEC n'a pas encore commencé à rendre les données interopérables et à interrelier les technologies de l'information et de la communication avec les autres systèmes gouvernementaux. Entre-temps, la coordination entre les organismes dans la mise en commun des données se heurte à de nombreux obstacles. Des problèmes d'uniformisation, d'accès et de droits des utilisateurs ont ralenti le processus de numérisation. Les principales parties prenantes qui bénéficieront des données de la DINEFEC, à savoir la commission électorale et le bureau central des statistiques, disposent chacun de leur propre base de données.

En attendant que les conditions législatives, administratives et techniques relatives à la mise en commun des données soient établies, la carte d'identité nationale est la principale passerelle pour accéder aux autres services gouvernementaux. Par exemple, on utilise la carte d'identité nationale comme carte d'électeur et comme carte de sécurité sociale. La carte d'identité nationale donne également accès à certains services fournis par le secteur privé.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Plan stratégique

Le gouvernement du Népal dirige l'établissement des priorités stratégiques pour le développement du système national d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. À cette fin, il s'appuie sur des plans stratégiques élaborés relativement à ses priorités pour une période de quatre ans. On mentionne des objectifs stratégiques et des politiques visant à améliorer le système ESEC dans deux plans récents.

Sans donner d'orientation précise du point de vue des politiques, on a fixé dans le douzième plan (2011-2013) l'objectif d'un ensemble de programmes informatiques pour l'enregistrement des faits d'état civil par 65 comités de développement de district. On y a aussi fixé l'objectif d'augmenter le taux d'enregistrement des naissances de 75 à 90 pour cent, et celui des autres faits de l'état civil de 40 à 65 pour cent.

Dans le chapitre sur le développement social consacré aux stratégies démographiques du treizième plan (2014-2017), on a exposé les motifs et les tendances des migrations internes et externes. De manière plus précise, on y a défini une politique opérationnelle et un programme de renforcement de l'enregistrement des faits d'état civil qui comprennent :

- une enquête sur l'état actuel de l'enregistrement;
- le développement d'un nouveau système intégré de gestion de l'information;
- la formation du personnel chargé des faits d'état civil (ressources humaines);
- l'augmentation de l'accès aux données sur le réseau, qui est absent dans les régions rurales et qui est l'aspect le plus important du plan.

Allocations budgétaires et besoins futurs

Le gouvernement n'a pas les ressources financières nécessaires pour soutenir l'amélioration de l'ESEC. Les fonds proviennent en bonne partie des partenaires de développement, soit la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. Vous trouverez dans le tableau 2 les besoins financiers prévus pour le système d'enregistrement des faits d'état civil du Népal et la provenance des fonds de 2011 à 2016. On y met également en évidence la dépendance financière globale aux prêts et subventions externes.

Les municipalités nouvellement créées ont montré un grand intérêt pour la gestion de l'enregistrement des faits d'état civil et se sont dites prêtes à en financer une partie. À cet égard, elles pourraient jouer un rôle actif dans le processus d'enregistrement des faits d'état civil. À l'heure actuelle, les registres d'état civil au Népal sont financés en bonne partie par le gouvernement et des organisations internationales. Les gouvernements locaux (en particulier les municipalités) ne financent que les coûts logistiques qui ne sont pas pris en charge par le budget central. Les organismes locaux qui ont réalisé que leurs statistiques de l'état civil sont essentielles à la planification et à la fourniture de services ont commencé à financer modiquement l'ESEC.

Tableau 2 : Vue d'ensemble des crédits budgétaires alloués au système d'enregistrement des faits d'état civil du Népal.

Exercice financier	Allocation (Rs; roupies népalaises)	Allocation (\$ US)	Allocation (Rs)	Allocation (\$ US)	Allocation (Rs)	Allocation (\$ US)	Allocation (Rs)	Allocation (\$ US)
			Gouvernement		Partenaire du développement			
					Banque asiatique de développement		Banque mondiale	
2011-2012	93 325 000	783 930	1 575 000	13 073	40 800 000	338 640	50 950 000	422 885
2012-2013	101 495 000	852 558	348 000	2 888	100 000 000	830 000	1 147 000	9 520
2013-2014	234 654 000	1 584 088	10 719 000	88 968	180 135 000	1 495 121	43 800 000	363 540
2014-2015	143 731 000	907 564	12 296 000	102 057	97 049 000	805 507	34 386 000	285 404
2015-2016	314 402 000	2 609 537	29 152 000	241 962	285 250 000	2 367 575		
Total	887 607 000	6 737 677	54 090 000	448 948	703 234 000	5 836 843	130 283 000	1 081 349

Source : Budgets des exercices financiers concernés, ministère des Finances (mof.gov.np)

Activités identifiées comme hautement prioritaires

Grâce au soutien de la Banque mondiale, le Népal a lancé en 2016 un projet de renforcement des systèmes de protection sociale et d'enregistrement des faits d'état civil dans des domaines qui seront traités comme des priorités futures. Ces priorités sont les suivantes :

- Mise en place d'un registre national de la population qui comprend les personnes et les ménages et familles en appui à l'élargissement de l'enregistrement des faits d'état civil et des prestations de sécurité sociale;
- Mise en place d'un système d'enregistrement des faits d'état civil qui permettra à toutes les personnes et à tous les résidents d'enregistrer facilement les faits d'état civil, d'effectuer le suivi périodique de l'enregistrement, de générer des statistiques sur les faits d'état civil en temps utile à partir d'une base de données centrale et d'établir des liens avec des programmes comme les prestations de sécurité sociale;
- Collecte de données pour l'établissement d'un registre de la population;
- Campagnes de communication et de sensibilisation;
- Renforcement institutionnel.

Soutien des partenaires du développement

Le programme d'enregistrement des faits d'état civil du Népal est appuyé par les Nations Unies et d'autres agences bilatérales. Au cours de la première phase de développement, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a joué un rôle important en appuyant l'enregistrement des naissances et les activités de promotion connexes. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est l'un des partenaires dans la préparation de la base de données du système d'information de gestion axé sur l'enregistrement des décès et des causes de décès, et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a soutenu diverses activités relatives à la population. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont lancé et soutenu la conception et la mise en place du système d'information sur l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de la protection sociale. En 2016, la Banque mondiale a lancé le projet de renforcement des systèmes de protection sociale et d'enregistrement des faits d'état civil dans le but d'améliorer l'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services d'enregistrement des faits d'état civil, ainsi que la fourniture des prestations de sécurité sociale.



Conclusion

Le système ESEC du Népal n'est pas encore suffisamment développé, ce qui se traduit par un taux d'enregistrement relativement faible des différents faits de l'état civil. La demande demeure relativement faible, puisque l'idée que l'enregistrement est plutôt inutile est répandue. Il en va de même pour l'offre. Le processus d'enregistrement demeure manuel et se fait toujours sur papier, et la gestion des dossiers d'enregistrement est laborieuse pour les autorités et les citoyens. Pour une bonne partie de la population, le manque de documents nécessaires, en particulier le certificat de citoyenneté du père, d'aide des membres de la famille pour obtenir les documents requis sont des obstacles à l'enregistrement.

Pour surmonter ces difficultés et d'autres encore, les autorités népalaises ont entrepris des réformes globales dans le but d'harmoniser l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de l'identité avec les tendances mondiales. Le résultat de ces réformes est une refonte complète du système de gestion de l'identité et l'instauration de la carte d'identité nationale à micropuce, qui est graduellement délivrée aux citoyens népalais. Parallèlement, on a apporté des changements à la manière dont les services d'enregistrement des faits d'état civil sont fournis. L'enregistrement à la main sur papier a été remplacé par un enregistrement numérique et le traitement et le stockage centralisés des données enregistrées. Le regroupement institutionnel des services d'enregistrement des faits d'état civil et de gestion de l'identité sous l'égide d'un même ministère témoigne du souhait du gouvernement d'intégrer l'ESEC et la gestion de l'identité. Le financement demeure un défi important, et le gouvernement doit compter en grande partie sur le soutien d'institutions qui œuvrent au financement du développement.

Ressources

Sites Web

Enregistrement et statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique – Népal : getinthepicture.org/country/nepal

Gouvernement du Népal. Ministère de l'Intérieur, Département de l'Identité nationale et de l'enregistrement des faits d'état civil : donidcr.gov.np/Home

Gouvernement du Népal. Commission nationale de planification, Bureau central des statistiques : cbs.gov.np

Documents supplémentaires

Banque mondiale. 2017. Nepal: Strengthening Systems for Social Protection and Civil Registration. Implementation Support Review. pubdocs.worldbank.org/en/418111507865695307/Nepal-SSSPCR-Aide-Memoire-Public-Document.pdf

Forum for Women, Law and Development (FWLD). 2018. Birth and Marriage Registration in Nepal: Understanding Trends, Causes, Barriers and Impacts. fwld.org/wp-content/uploads/2019/01/Final-Birth-Registration-26-dec-2018.pdf

Forum for Women, Law and Development (FWLD). 2018. Legal Analysis of Civil Registration Laws of Nepal. wld.org/publications/legal-analysis-civil-registration-laws-nepal/

Gautam, B. 2016. Civil Registration and Vital Statistics: Policy and Practices in Nepal. Department of National ID and Civil Registration. Népal. hidrnepal.com/images/publications/reports/crvs-in-nepal-5-jan-2016.pdf

Gurung, Y., et Khatiwada, P. 2015. Legal Identity in Nepal: An Assessment of Existing Database and Recommendations for Future Directions. researchgate.net/publication/280216395_Legal_Identify_in_Nepal_An_Assessment_of_Existing_Database_and_Recommendations_for_Future_Directions

Ministère de la Santé, et al. 2017. Nepal: 2016 Demographic and Health Survey Key Findings. Kathmandu, Népal. dhsprogram.com/pubs/pdf/SR243/SR243.pdf

Nepal Health Research Council (NHRC), et al. 2019. Nepal Burden of Disease 2017: A Country Report based on the Global Burden of Disease 2017 Study. Kathmandu, Népal. nhrc.gov.np/wp-content/uploads/2019/04/NBoD-2017_NHRC-MoHP.pdf

UNICEF ROSA. 2019. Civil registration in South Asia: Coordination, connections and collaboration. unicef.org/rosa/media/3521/file/CIVIL%20REGISTRATION%20IN%20SOUTH%20ASIA:%20COORDINATION,%20CONNECTIONS%20AND%20COLLABORATION.pdf

UNICEF ROSA. 2019. Status of Civil Registration and Vital Statistics in South Asia Countries. Registration of births, deaths and marriages. unicef.org/rosa/reports/status-civil-registration-and-vital-statistics-south-asia-countries

Notes

- 1 Banque mondiale. 2019. Population, total – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=NP
- 2 Banque mondiale. 2019. Croissance de la population (% annuel) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=NP
- 3 Banque mondiale. 2018. Population urbaine (% du total) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=NP
- 4 Ministère de la Santé, Népal, et al. 2017. Nepal Demographic and Health Survey 2016. Kathmandu, Népal.
dhsprogram.com/publications/publication-fr336-dhs-final-reports.cfm?cssearch=164648_1
- 5 Banque mondiale. 2015. Naissances assistées par du personnel de santé qualifié (% du total) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=NP
- 6 Ministère de la Santé, Népal, et al. 2017. Nepal: 2016 Demographic and Health Survey Key Findings. Kathmandu. dhsprogram.com/pubs/pdf/SR243/SR243.pdf
- 7 Banque mondiale. 2018. Immunisation, DTP, (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.IMM.IDPT?locations=NP
- 8 Banque mondiale. 2019. Taux de naissance, brut (pour 1 000 personnes) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=NP
- 9 Banque mondiale. 2019. Taux de fertilité, total (naissances par femme) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=NP
- 10 Banque mondiale. 2018. Taux de fertilité chez les adolescents (nombre de naissance par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) – Nepal. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=NP
- 11 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population. 2012. Country population by age. unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls
- 12 Banque mondiale. 2019. Taux de mortalité, brut (pour 1 000 personnes) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=NP
- 13 Banque mondiale. 2018. Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.IMRT.IN?locations=NP
- 14 Banque mondiale. 2018. Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000) – Nepal.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.DYN.MORT?locations=NP
- 15 Banque mondiale. 2017. Ratio de décès maternel (estimation par modèle, pour 100 000 naissances vivantes) – Nepal. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.MMRT?locations=NP
- 16 Forum for Women, Law and Development (FWLD). 2018. Birth and Marriage Registration in Nepal: Understanding Trends, Causes, Barriers and Impacts. fwld.org/wp-content/uploads/2019/01/Final-Birth-Registration-26-dec-2018.pdf
- 17 Ministère de la Santé, Népal, et al. 2017. Nepal: 2016 Demographic and Health Survey Key Findings. Kathmandu, Népal. dhsprogram.com/pubs/pdf/SR243/SR243.pdf
- 18 Ministère de la Santé, Népal, et al. 2017. Nepal: 2016 Demographic and Health Survey Key Findings. Kathmandu, Népal. dhsprogram.com/pubs/pdf/SR243/SR243.pdf
- 19 Gautam, B. 2016. Civil Registration and Vital Statistics: Policy and Practices in Nepal. Department of National ID and Civil Registration. Népal. hidrnepal.com/images/publications/reports/crvs-in-nepal-5-jan-2016.pdf
- 20 chainpurmun.gov.np/en/content/local-government-operation-act-2074-0

- 21 Rajbhandary, J. 2019. Disclosable Restructuring Paper: Strengthening Systems for Social Protection and Civil Registration Project P154548. Washington, D.C. Banque mondiale. documents.worldbank.org/curated/en/374271551443513316/Disclosable-Restructuring-Paper-Strengthening-Systems-for-Social-Protection-and-Civil-Registration-Project-P154548
- 22 Ministère de la Santé et de la Population, Népal, et al. 2019. Nepal Burden of Disease 2017: A Country Report based on the Global Burden of Disease 2017 Study. Kathmandu, Népal. 2019. nhrc.gov.np/wp-content/uploads/2019/04/NBoD-2017_NHRC-MoHP.pdf
- 23 Banque mondiale. 2017. Nepal: Strengthening Systems for Social Protection and Civil Registration. Implementation Support Review. pubdocs.worldbank.org/en/418111507865695307/Nepal-SSSPCR-Aide-Memoire-Public-Document.pdf



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



**MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL**

Canada